

PAKISTAN

Des journalistes sous pression

PAR SAHAR ALI



Après une carrière dans le journalisme, **SAHAR ALI** est aujourd'hui la représentante au Pakistan de *Panos South Asia*, une ONG spécialisée dans la communication et le développement.

LES IMAGES DU TREMBLEMENT DE TERRE QUI A FRAPPÉ LE PAKISTAN, LE 8 OCTOBRE DERNIER, S'EFFACENT PEU À PEU DE NOTRE MÉMOIRE. LES DERNIERS BILANS FONT ÉTAT DE 80 000 MORTS, DE DIZAINES DE MILLIERS DE BLESSÉS ET DE 3 MILLIONS DE SANS-ABRI. PARMIS LES VICTIMES, UNE TRENTAINE DE JOURNALISTES (1). UNE ÉPREUVE DE PLUS POUR UNE PROFESSION AFFECTÉE PAR L'ABSENCE DE MOYENS ET DES PRESSIONS DE TOUTES SORTES. LE PAKISTAN OCCUPE LA 150^e PLACE (SUR 167) DANS LE CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ÉTABLI PAR REPORTERS SANS FRONTIÈRES. **TÉMOIGNAGE.**

Au Pakistan, le journalisme est une profession qui n'offre que de bien maigres revenus. Les éditeurs rechignent à verser un salaire minimum et encore davantage à suivre l'inflation. Quelques jours avant la catastrophe, les journalistes s'apprêtaient d'ailleurs à mener des actions de protestation contre le non-respect d'une loi salariale qui, quatre ans plus tôt, leur avait octroyé un droit légal à de meilleures rémunérations et conditions de travail.

Les correspondants locaux sont les moins bien lotis. Dans beaucoup de cas, ils en sont réduits à *payer* les journaux pour que ceux-ci les emploient : la carte de presse offre en effet certains privilèges au sein des communautés qu'ils sont appelés à couvrir. Des journalistes dénués de scrupules acceptent des dessous de table de personnages puissants, afin de ne pas publier des articles qui pourraient porter atteinte à la respectabilité de ces derniers. Les plus soucieux d'éthique sont forcés d'exercer d'autres boulots pour nourrir leur famille et de pratiquer le journalisme comme un hobby ou une passion.

Le tremblement de terre a exacerbé ces conditions déplorables. Dans les zones touchées, des journalistes ont pratiquement tout perdu et, comme ils ont rarement pu se constituer une épargne, ils sont particulièrement démunis.

Toutefois, la situation n'est pas nécessairement plus simple dans des villes comme

Islamabad qui ont relativement peu souffert du tremblement de terre. Prenons l'exemple de Mushtaq Minhas, chef des reporters au bureau d'Islamabad de la chaîne d'information nationale *Aaj*. Ses revenus sont si faibles que son père, de son vivant, lui envoyait souvent de l'argent alors que, selon la tradition pakistanaise, ce sont les enfants qui doivent subvenir aux besoins de leurs parents. A la suite du tremblement de terre, 22 membres de sa famille sont venus de Bagh (Cachemire sous contrôle pakistanais), pour s'installer chez lui. Leurs maisons et leurs moyens de subsistance avaient été détruits et ils ne savaient pas où aller. Ils s'entassèrent depuis lors dans l'appartement à deux chambres de Minhas, car celui-ci n'a pas assez d'argent pour louer un autre appartement.

RÉPRESSION

Au cours des dernières années, la scène médiatique pakistanaise a connu des évolutions contrastées. D'un côté, le gouvernement a favorisé l'apparition d'un nombre sans précédent de stations de radio FM et de chaînes de télévision ; de l'autre, l'intimidation des journalistes et des organes d'information n'a pas cessé.

Dans un pays qui, en 58 ans d'indépendance, a connu plus de dirigeants militaires que de gouvernements civils, les pressions politiques ont été omniprésentes. A l'époque de la loi martiale,

imposée par le général Zia Ul-Haq, les journalistes furent soumis au système coercitif des conseils de presse. Aujourd'hui, l'invocation de « l'intérêt national » est couramment utilisée par le général président Pervez Musharraf à l'encontre des journalistes « dérangeants », entendez ceux qui font vraiment leur métier.

La violence physique n'est pas absente de ce contexte, marqué par les pressions et les menaces. Lors d'une série de séminaires sur le journalisme d'investigation, organisés récemment dans le pays, il est apparu que la question de la sécurité personnelle était l'une des principales préoccupations des journalistes. (NDLR : c'est au Pakistan que Daniel Pearl, journaliste du *Wall Street Journal*, a été assassiné en juillet 2002 par des islamistes. En février 2005, des tueurs ont abattu Noor, de Khyber TV, une station basée à Peshawar ainsi que Nowab, cameraman freelance pour *Associated Press Television News* et reporter au *Frontier Post*).

Les contraintes et les interdictions font partie des risques professionnels. A Lahore, au début de l'année 2005, les forces de sécurité ont empêché les journalistes de couvrir l'arrivée d'Asif Zardari, le mari de Benazir Bhutto, dirigeante du Parti populaire du Pakistan (PPP). Le groupe de journaux *Nawa-e-Waqt*, qui avait publié des annonces du PPP sur cette arrivée, a été victime de mesures de rétorsion sur le plan publicitaire.

La publicité est un des leviers employés pour contrôler les médias. Si cette forme de coercition est surtout pratiquée par le gouvernement, qui est le principal annonceur, les entreprises et en particulier les multinationales commencent à se rendre compte qu'elles peuvent manipuler la presse. Les propriétaires de journaux et les rédacteurs en chef enjoignent aux journalistes de ne pas « toucher » à certains annonceurs.

Souvent, des institutions ou des individus font pression pour empêcher la parution d'articles, parfois sur des choses anodines. Ces pratiques touchent même les reporters du journal le plus influent du pays, le quotidien en urdu *Jang*. Lors d'une enquête révélant que la mission diplomatique pakistanaise au Népal ne fournissait pas de professeur d'urdu à l'Université de Katmandou, les journalistes n'osèrent pas interroger l'ambassade, car ils craignaient que celle-ci n'appelle leur rédacteur en chef et ne le persuade de « sucrer » le papier.

En dépit de ces contraintes et malgré les risques personnels encourus, les journalistes pakistanais ont fait montre d'un engagement remarquable pour la cause de l'information. « *Quand j'ai senti les secousses le samedi matin, déclarait Minhas, je me suis immédiatement rendu là où un immeuble d'appartements venait de s'effondrer, pour transmettre*



en direct ». C'est beaucoup plus tard au cours de la journée que Minhas a appris que sa propre famille avait été touchée à Bagh. Deux jours après, il était dans son village natal avec une équipe de tournage. Depuis, il n'a pas cessé de couvrir la tragédie, tout en continuant à veiller sur sa nombreuse famille. **Ei**

(1) Onze journalistes ou travailleurs des médias ont été tués, 17 blessés, 242 ont subi des pertes matérielles et 117 ont vu leur maison détruite par le séisme ; 12 des 20 clubs de la presse de la région affectée ont également été détruits ou endommagés.

Source : *Pakistan Press Foundation* (www.pakistanpressfoundation.org).

POUR EN SAVOIR PLUS

South Asian Media Net
Un site indépendant qui couvre de manière détaillée l'Asie du Sud – Bangladesh, Inde, Pakistan, Sri Lanka, Népal, Maldives, Bhutan – et l'Afghanistan.
www.southasianmedia.net

Committee to Protect Journalists
Cette organisation basée à New York a particulièrement étudié les obstacles rencontrés par les correspondants étrangers, souvent empêchés par les forces de sécurité pakistanaises de pénétrer dans les zones tribales du Nord, et notamment au Waziristan, où se seraient retranchés les talibans.
www.cpj.org/attacks04/asia04/pak.html

action

La **Pakistan Federal Union of Journalists**, membre de la Fédération internationale des journalistes (Bruxelles), organise une assistance aux journalistes victimes du tremblement de terre (E-mail : mazhar_abbas58@yahoo.com)

La **South Asian Free Media Association** (SAFMA) a mis sur pied un fonds spécial (*Journalists' Rehabilitation Fund*) pour aider les journalistes pakistanais. Info : www.southasianmedia.net .

Reporters sans frontières suit de très près l'actualité de la liberté de la presse au Pakistan. Vous pouvez lire son rapport annuel <www.rsf.org/article.php3?id_article=13402> et relayer ses actions en faveur des journalistes victimes d'abus.

Pakistan Press Foundation

Dirigée par Owais Eslam, membre de l'IFEX (le réseau international des organisations de défense de la liberté d'expression, Toronto), la Fondation publie chaque année un rapport sur la liberté de la presse au Pakistan, rédige des bulletins d'alerte en cas d'attaques contre les médias et organise des cycles de formation sur la protection des journalistes et l'éthique professionnelle.
www.pakistanpressfoundation.org